



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

Le 30 Novembre 1987

N° 166

PRIX : 3FF



EN HAITI COMME DANS TOUS LES AUTRES PAYS PAUVRES,

SI LES TRAVAILLEURS VEULENT LES LIBERTES DEMOCRATIQUES,
ILS DOIVENT LES CONQUERIR PAR LA FORCE

LES PAUVRES DE LAGOS

MONTRENT LEUR COLERE

N
I
G
E
R
I
A

SOMMAIRE
AU
VERSO

SOMMAIRE

é d i t o r i a l

Pages 2 et 3

- Editorial

Page 4

- Mauritanie : un procès sans surprise

Page 5

- Mali : Epidémies de choléra et de la fièvre jaune

Page 6

- Tchad : une occasion de plus pour voler les populations

- L'exemple vient d'en haut

Pages 7 et 8

- A propos des illusions sur Sankara

Pages 8 et 9

- En Haïti comme dans tous les autres pays pauvres, si les travailleurs veulent la liberté et les droits démocratiques, ils doivent les conquérir par la force

Pages 10 à 13

- Le capitalisme est décadent; aux travailleurs de prendre la relève.

- Abonnement et adresse:

- Voir page 5

NIGERIA : LES PAUVRES DE LAGOS MONTRENT LEUR COLERE

Durant trois jours, du 17 au 19 novembre, de nombreux quartiers de Lagos, y compris dans le centre-ville, ont été paralysés par des émeutes. Il a fallu l'intervention violente de la police, avec l'aide d'hélicoptères et de lance-grenades pour venir à bout des émeutiers qui avaient commencé à élever des barricades et tenté de prendre d'assaut un poste de police.

Ces émeutes ont été déclenchées à la suite d'une intervention des policiers dans un quartier populaire de Lagos. Les policiers ont tué deux frères menuisiers. Ces policiers, comme ils en ont l'habitude, croyaient certainement qu'ils pouvaient tuer en toute impunité, et sans la réaction des habitants.

Mais cette fois-ci, cela a provoqué une colère violente; et celle-ci s'est répandue comme une traînée de poudre dans les autres quartiers, montrant ainsi que des dizaines, sinon des centaines de milliers de gens des quartiers pauvres en ont assez des agissements des policiers.

Il est difficile de savoir d'ici, les motifs exacts de ces émeutes ni leur ampleur. Mais selon les informations qu'on peut avoir ici, il semble que ce ne fut pas simplement une "petite colère" de protestation. Durant ces trois jours, le centre de Lagos ressemblait, selon la presse, à une "ville fantôme".

La peur d'une extension encore plus grande de cette émeute a conduit le gouverneur de Lagos à présenter ses condoléances à la famille des deux victimes et à promettre la mise en place d'une "commission judiciaire". Cette réaction inhabituelle des autorités pour "calmer" la situation est déjà une illustration de la peur du gouvernement.

Le Nigéria a déjà connu plusieurs émeutes. Quelquefois elles ont éclaté à la suite de conflits ethniques ou religieux. En 1983 déjà, pour canaliser le mécontentement menaçant, le gouvernement avait trouvé des boucs émissaires en la personne des "étrangers". Il avait alors chassé manu militari des centaines de milliers de travailleurs "étrangers", plus particulièrement des Ghanéens.

Le régime avait ainsi gagné un petit répit, mais ce n'était que pour un temps, car de nouveau les mécontentements et les colères éclatent au grand jour. Et il a suffi d'un petit incident somme toute banal - car il arrive très fréquemment que des policiers tuent dans les quartiers pauvres - pour que cela se traduise par des émeutes violentes, tellement la coupe est pleine.

Malheureusement, la colère des pauvres, même quand elle se manifeste sous forme d'émeute avec des barricades, reste sans lendemain. Et quand elle ne se termine pas par un bain de sang, cela finit tout simplement par un coup d'Etat.

... / ...

*

*

*

Une nouvelle clique profite de la situation de trouble dans le pays pour destituer celle en place en attendant d'être renversée à son tour. Et c'est ainsi que ce pays, depuis son indépendance, a déjà connu cinq coups d'Etat.

Le régime du général Babangida, tout comme d'autres avant lui, a beau être un régime militaire, il a beau faire des démonstrations de force avec ses hommes armés patrouillant dans les quartiers pauvres, il a tout de même peur que cette "bombe humaine" que constitue la concentration de millions de pauvres dans une seule ville comme Lagos, explose pour de vrai.

Et les gouvernants ont raison d'avoir peur, car ces millions de déshérités entassés dans les bidonvilles sordides, à deux pas des grands buildings modernes où se brassent des affaires et où une petite minorité étale ses richesses, peuvent ne plus accepter leur sort comme une fatalité.

Il n'y a d'ailleurs pas que nos gouvernants qui ont peur de ces explosions de colère, mais les dirigeants des pays impérialistes les craignent aussi, même quand cela se passe à des milliers de kilomètres de chez eux. Car s'ils savent pourquoi ces émeutes éclatent, ils ne peuvent pas savoir où elles peuvent aboutir.

L'aggravation de la crise économique provoquera de nouvelles émeutes de la faim, et de plus en plus nombreuses. Car même pendant la période dite de "prospérité" d'un pays comme le Nigéria, la pauvreté n'a cessé de s'aggraver pendant que les hauts fonctionnaires et la petite couche de bourgeois affairistes se remplissaient les poches avec la manne pétrolière.

Bien des pays d'Afrique ont déjà connu de telles émeutes provoquées par la misère. Au cours des deux ou trois dernières années, c'était le cas en Tunisie, à Madagascar, au Soudan, en Zambie, et la liste n'est pas encore terminée. Le véritable problème est de savoir si ces émeutes s'épuiseront dans le sang, les unes après les autres, quand elles ne seront pas canalisées par des chefs religieux démagogues comme à Kano (Nigéria), ou bien alors si toute cette énergie formidable sera féconde pour l'avenir.

Cette dernière perspective est possible, mais cela nécessite que le prolétariat prenne conscience qu'il a un rôle capital à jouer dans cette bataille et qu'il doit prendre la tête de la lutte, montrer l'exemple à l'ensemble des pauvres et leur offrir une politique de classe contre le système capitaliste qui est responsable de la misère. Cela nécessite aussi que le prolétariat prenne conscience qu'il fait partie du prolétariat mondial et qu'il sente le besoin de s'adresser, par-delà les frontières, à ses frères d'autres pays et d'autres continents pour que partout s'engage la lutte contre l'exploitation.

Alors les émeutes de la faim pourront se transformer en révolution prolétarienne et pourront réellement aboutir à une amélioration du sort de l'ensemble des pauvres.

*

*

*

MAURITANIE : UN PROCES SANS SURPRISE

Encore un procès contre des gens accusés de tentative de coup d'Etat. Il s'agit d'une cinquantaine d'officiers et de civils appartenant à la communauté négro-africaine toucouleur. Le gouvernement de Nouakchott les a traduits devant les tribunaux militaires dans le plus grand secret. Ni le public, ni la presse n'ont été autorisés à y assister.

Ils sont accusés d'avoir voulu renverser le gouvernement actuel le 22 octobre dernier. Ce chef d'accusation ne présage nulle clémence pour les accusés. Une organisation qui se nomme les Forces de Libération Africaine de Mauritanie (FLAM) a publié à Dakar un communiqué dont voici un extrait: "Les intellectuels noirs dénoncent le caractère raciste de la justice béidane (maure) et estiment que quel que soit le verdict du procès de Iréida (à 30 km de Nouakchott), le problème de la coexistence entre arabo-berbères et négro-africains demeure entier"

Nous ne connaissons pas cette organisation clandestine et le lien entre celle-ci et les accusés. Certes, ceux qui sont accusés aujourd'hui et risquent d'être lourdement condamnés sont des hauts fonctionnaires dont un ancien ministre et des officiers supérieurs de l'armée. Depuis 1960, les régimes qui se sont succédé se sont heurtés à plusieurs reprises aux négro-africains et aux "haratines", car en Mauritanie, il y a une majorité de béidanes qui oppriment une forte minorité de noirs.

La ségrégation raciale dont sont victimes parfois même des hauts fonctionnaires ou des ministres repose sur une ségrégation sociale. Pendant longtemps, les paysans noirs ont été les serfs, voire les esclaves des féodaux maures. L'esclavage n'a été supprimé officiellement qu'il y a quelques années; et encore seulement sur le papier. On voit encore dans la campagne des féodaux en train de boire du thé sous leurs tentes pendant que les "haratines" gardent leurs troupeaux de chameaux et de moutons.

Les exemples ne manquent pas. Entre autres, il y a un village situé au Mali et appelé Nagara où habitent des Noirs arabisés ("haratines"). Après la récolte, leurs anciens maîtres, avec leurs chameaux et leurs fusils, se permettent de venir dans ce village pour exiger que leurs anciens esclaves leur donnent une partie de leur récolte. Bien que ce village se trouve dans l'arrondissement de Aourou, au Mali, et que les habitants soient bien de nationalité malienne, les anciens maîtres continuent à y faire la pluie et le beau temps, avec la complicité bienveillante des autorités locales maliennes.

Certes, ce que l'on accepte au fin fond de la campagne mauritanienne n'est pas du tout admis dans les centres urbains où cohabitent des universitaires négro-africains et quelques privilégiés fils d'anciens "haratines". Mais les béidanes féodaux, galonnés et civils, ont du mal à faire accepter cet état de fait et à mettre fin à la discrimination raciale.

Bien sûr, en tant que révolutionnaire, on ne peut qu'être solidaire avec les victimes de ce procès. Mais d'un autre côté, les pauvres négro-africains, les "haratines", auraient tort de faire confiance à ces gens-là pour leur libération. Car, au mieux, ce que feront ces gens-là, c'est de s'appuyer sur l'aspiration légitime des pauvres pour arriver au pouvoir. Mais, une fois au pouvoir, ils mèneront la même politique dictatoriale. On voit cette expérience aujourd'hui au Tchad où c'étaient les sudistes qui avaient tous les pouvoirs et ensuite ce sont les nordistes qui les ont relayés pour mener la même dictature.

Si les pauvres mauritaniens ne veulent pas la même répétition, ils doivent chercher plutôt l'union de tous les pauvres mauritaniens quelles que soient leurs ethnies et même au de-là de la frontière étriquée de ce pays, l'union de tous les pauvres de la région.

MALI : EPIDEMIES DE CHOLERA ET DE LA FIEVRE JAUNE

Au Mali, les épidémies de choléra et de la fièvre jaune font des ravages depuis quelques mois. La population malienne de la première région, c'est-à-dire Kayes, est victime de ces maladies dangereuses. Les personnes âgées et les enfants meurent quotidiennement. Les autorités maliennes accusent encore une fois la population d'être responsable car selon elles la maladie vient des saletés déversées dans le fleuve.

Par manque de moyens matériels, les populations ne peuvent pas avoir chez elles des robinets d'eau courante. De ce fait elles sont obligées d'aller chercher l'eau dans le fleuve. Mais il est bien vrai que quand la population prend l'eau dans le fleuve pour boire, pour la cuisine, elle est obligée de repousser les saletés et même les excréments humains et des cadavres d'animaux avec leuralebasse.

Maintenant la situation est tellement grave que le gouvernement est obligé de faire surveiller les bords du fleuve par la police pour empêcher que les gens jettent des saletés dans le fleuve. Et les agents de service d'hygiène passent dans les maisons pour voir si les habitants mettent bien de l'eau de javel dans l'eau de leur "canari." Sinon ils leur font payer des amendes.

Voilà comment ce régime corrompu agit vis-à-vis de la population qui meurt de maladies et de famine. Certes le gouvernement a organisé des campagnes de vaccinations, mais tardivement. Et il ne se gêne pas de s'auto-féliciter dans son journal " L'Essor" d'avoir fait vacciner la population.

Mais le choléra et la fièvre jaune continuent de tuer encore des gens. Ce sont des familles pauvres qui sont victimes et qui meurent presque quotidiennement parce qu'elles n'ont pas de moyen pour acheter des médicaments afin de se soigner. Une fois de plus ce sont les pauvres qui meurent pendant que les privilégiés, les gros diola et hauts fonctionnaires, gouverneurs préfets, bref les dignitaires du régime et leur famille vivent dans l'opulence à côté des cadavres de pauvres gens.

Mourir de choléra, de la fièvre jaune, c'est vraiment révoltant ! Surtout que nous vivons dans une époque où il y a tous les moyens pour éviter ces maladies ou pour guérir ceux qui en sont atteints.

A B O N N E M E N T

- France : pli ouvert 55 FF; pli fermé 65 FF. Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

- Etranger : même tarif mais

uniquement en "coupons-réponses" international.

A D R E S S E

Toute correspondance est à adresser à COMBAT-OUVRIER
B.P. 42 - 92114-CLICHY Cedex

TCHAD : UNE OCCASION DE PLUS POUR VOLER LES POPULATIONS

Il y a déjà longtemps que l'on sait que les populations du Tchad, un des pays les plus pauvres d'Afrique vivent écrasées sous le poids énorme de nombreuses cotisations qu'elles sont obligées de payer : cotisation pour l'effort de guerre, cotisation pour la reconstruction, cotisation pour l'UNIR (le parti unique), cotisation pour la zone sinistrée du BET (région du Nord dont Habré est originaire), etc...

L'expression "cotisation" est d'ailleurs un abus de langage car il s'agit en fait des taxes que les populations payent comme l'impôt traditionnel de capitation qui est toujours en vigueur.

A cela vient s'ajouter une autre cotisation. Il vient d'être créé un "Comité National de Soutien au Onze National" (équipe nationale de foot-ball) qui doit participer aux jeux de l'UDEAC (Union Douanière des Etats de l'Afrique Centrale) en décembre à N'Djaména. Et, cette fois-ci au "nom du patriotisme", ce comité appelle les populations à cotiser, une fois de plus, pour "la mise en bonne condition" de l'équipe nationale. Cette cotisation, dit-on, "ne doit pas seulement se limiter aux fonctionnaires, mais à toutes les couches sociales."

Les responsables politiques et administratifs tchadiens ont incontestablement le bon flair pour saisir toute occasion afin de s'en mettre plein les poches sur le dos des petites gens. Et à ce rythme-là, ils finiront un jour par demander à la population de cotiser pour pouvoir tout simplement respirer !

L'EXEMPLE VIENT D'EN HAUT

"Info-Tchad", organe officiel du gouvernement tchadien des 13 et 14 novembre fait état d'une circulaire envoyée aux différents ministères par le Secrétaire Général du Gouvernement. Dans cette circulaire, celui-ci s'élève contre ce qu'il appelle le "comportement irresponsable dans l'utilisation et l'entretien des véhicules administratifs" et rappelle que "l'utilisation des véhicules administratifs à des fins personnelles est prohibée."

Dans les larges commentaires que le journal consacre à cette circulaire, on peut, entre autres, lire que la plupart des responsables politiques et administratifs du pays, "non des moindres sur le plan hiérarchique, ont toujours tendance à confondre les biens de l'Etat aux leurs.

Souvent les véhicules de services mis à leur disposition trouvent abusivement un mauvais usage. Sacs de mil, charbon, bois mort, briques, sacs de ciment remplissent quotidiennement l'arrière de ces voitures. Surchargées, elles s'abiment au bout de quelques mois. Et au lieu que les usagers s'en plaignent, ils se contentent de dire : "j'en aurai une autre."

Le fait que les responsables politiques confondent les biens de l'Etat aux leurs est, en effet, une pratique courante contre laquelle, du reste, les circulaires ne peuvent rien, pour la simple raison que ceux qui les émettent sont ceux-là mêmes qui utilisent les biens de l'Etat à des fins personnelles et détournement les fonds publics.

A PROPOS DES ILLUSIONS SUR SANKARA

Quelques semaines après la mort de Sankara, l'émotion et les discussions qu'elle avait suscitées ne sont pas retombées dans l'immigration. Thomas Sankara était pour beaucoup un homme qui a redonné la dignité aux Africains. Un homme qui s'est distingué des autres dirigeants corrompus. Du coup il apparaît comme un martyr, mort pour la révolution. Mais il est significatif de constater que c'est dans le milieu autre que burkinabé que Sankara apparaît comme tel.

Ce n'est pas pour rien qu'il en est ainsi parce qu'à l'intérieur même du Burkina, les ouvriers, les paysans et les pauvres de ce pays ont pu constater le décalage entre les mots de Sankara, les slogans de son régime et la réalité de leur vie. Parce que leur vie n'a pas changé, parce que le régime lui-même n'a pas tellement changé par rapport à ce qu'il y avait avant. Et quand il a changé un peu, c'était sur certaines choses en mieux peut-être, et sur d'autres choses en pire.

Car le régime de Sankara était un régime de parti unique, de dictature, même s'il se voulait paternaliste à l'égard du peuple, plus honnête et moins corrompu que d'autres. Ailleurs qu'au Burkina reste le mythe de Sankara. Mais à supposer même que le mythe corresponde à une réalité, à quoi donc cela avancerait-il les populations pauvres?

Aujourd'hui, n'y a-t-il rien d'autre à faire que d'attendre qu'il ressuscite ou qu'un autre "révolutionnaire" le remplace? Les expériences passées, ne serait-ce que dans le seul continent africain, ne suffisent-elles pas pour démontrer qu'un homme tout seul, même avec les meilleures volontés, ne peut pas changer un monde?

Thomas Sankara pourrait peut-être pondre des décrets en faveur des pauvres. Mais il ne pourrait pas empêcher le gendarme du coin de rançonner la population parce qu'il ne pourrait pas être partout. De même, tout seul, il ne pourrait pas résoudre le problème de la misère ou autre injustice. Et même s'il avait voulu, qu'aurait-il pu faire puisqu'il n'avait même pas pu se protéger des balles d'un assassin?

Sankara prétendait "révolutionner" un certain nombre de choses dans son pays. Mais on ne peut pas "révolutionner" les choses sans une révolution c'est-à-dire sans la participation active, consciente de dizaines et de centaines de milliers de personnes.

Car, pour ne prendre que ce domaine bien particulier -et au fond bien limité, quoique choquant- de la corruption, Sankara pouvait tout au plus empêcher la corruption des gens de son entourage. Mais quel homme pourrait, à lui tout seul ou à quelques-uns, contrôler tous les policiers, tous les gendarmes, tous les fonctionnaires, tous les chefs traditionnels, tous ceux qui possèdent la moindre autorité et à faire de telle sorte qu'ils soient moins corrompus?

Et à vrai dire, les pauvres des villes et des villages dispersés sur les 274.000 km² (environ) du Burkina-Faso ont de toute façon rarement affaire aux ministres et leur corruption, mais bien plus souvent à la corruption des policiers locaux, comme aux douaniers ou aux gendarmes qui les rançonnent presque quotidiennement.

Or cette corruption-là, pour y mettre fin, ce n'est pas un Sankara qu'il faut -à supposer qu'il ait été ce que veut le mythe- mais des centaines de milliers d'hommes et de femmes qui ont la possibilité de contrôler et de changer les responsables et qui ont les moyens matériels et la force de le faire. Et enfin, à plus forte raison, il faut la participation active des femmes et des hommes des classes pauvres pour changer l'ensemble de cette société en faveur des pauvres.

Alors, Sankara est en train de devenir en quelque sorte un mythe. Que l'on croie à ce mythe ou pas, au fond ça n'aurait pas d'importance si cela ne servait pas de masque, si l'illusion n'aveuglait pas et n'empêchait pas de voir la nécessité réelle. Et la réalité, c'est que pour les travailleurs, il n'y a pas de sauveur. Personne ne mettra fin à leur misère, s'ils ne sont pas capables de le faire eux-mêmes.

On peut s'accrocher au mythe de Sankara comme d'autres s'accrochent au mythe du retour de Jésus sur terre pour "purifier" l'humanité ou comme ceux qui comptent sur Allah pour qu'ils leur viennent en aide. Il faut voir les choses telles qu'elles sont. La passivité et la résignation n'ont jamais aidé les exploités à s'émanciper. Bien au contraire.

Si les exploités veulent que leur sort s'améliore un jour, s'ils veulent qu'il n'y ait plus de corruption, de misère et d'oppression, ils ne doivent compter que sur-mêmes et prendre leur sort en mains.

HAITI

EN HAITI COMME DANS TOUS LES PAYS PAUVRES :

SI LES TRAVAILLEURS VEULENT LA LIBERTE ET LES DROITS DEMOCRATIQUES,

ILS DOIVENT LES CONQUERIR PAR LA FORCE.

Ainsi donc, les élections qui devaient se dérouler en Haïti le 29 Novembre n'ont finalement pas eu lieu. Les bureaux de vote étaient pourtant ouverts. Et cela faisait des mois que plusieurs formations politiques créées au lendemain de la chute de l'ancien dictateur Duvalier, que plusieurs hommes politiques répétaient devant la population que ce 29 Novembre était une date importante et que, c'est de ces élections que devait sortir un régime démocratique en Haïti.

Cela faisait aussi plusieurs semaines que les médias occidentaux répétaient, des U.S.A à la France, que Haïti allait organiser ses premières élections libres. Et combien de commentateurs citaient l'exemple de Haïti pour vanter les mérites du monde occidental capable de faire évoluer une dictature vers un régime démocratique.

Eh! bien, il a suffi ce matin du dimanche 29 Novembre que quelques dizaines d'individus en civil et armés fassent le tour d'une partie des bureaux de vote en tirant au hasard dans les files d'attente devant les urnes (tout cela sous les yeux des militaires hilares soi-disant en faction pour "protéger" les élections) pour que, dans la matinée même de ce jour qui devait être celle de la naissance de la démocratie en Haïti, le Conseil électoral provisoire chargé de contrôler les élections décide de les annuler, avant d'être d'ailleurs lui-même dissout par le général président (théoriquement provisoire) Namphy.

Les leaders de l'opposition démocratique bourgeoise ou petite bourgeoise répétaient la veille encore fièrement qu'il y avait 2.200.000 d'inscrits (sur 3 millions d'hommes en âge de voter) sur les listes électorales et que personne ne pourra rien contre une aspiration aussi massivement exprimée. Eh! bien si. A quelques dizaines, des individus armés ont pu empêcher la tenue des élections.

Il est vrai qu'ils ne sont en réalité pas seulement quelques dizaines, parce que derrière eux, il y a l'armée elle-même qui ne voulait même pas d'une parodie d'élections,

Et puis il est vrai aussi qu'il y a au-delà même de l'armée, quelques milliers, peut-être quelques dizaines de milliers d'hommes, anciens macoutes (c'est-à-dire hommes de main du dictateur déchu Duvalier) ou tout simplement hommes de main de ces sortes de seigneurs féodaux qui dominent les campagnes haïtiennes et exploitent à mort les paysans.

Mais, il est surtout vrai que ces hommes-là, ils avaient les armes et étaient organisés. Et ni les bulletins de vote, ni les urnes n'ont pu arrêter les armes. Au contraire, tous les photographes des agences de presse ou les caméramen de télévision rapportaient les images de ces hommes et femmes écroulés dans leur sang au milieu des bulletins de vote dérisoirement éparpillés.

Eh bien! oui, cela est le véritable problème. Un grand révolutionnaire français du siècle dernier, qui s'appelait Auguste Blanqui, disait aux travailleurs et aux pauvres de son époque: "qui a du fer a du pain". Et il aurait pu ajouter: qui a du fer a la liberté.

Les USA eux-mêmes qui, pendant des dizaines d'années avaient protégé et financé la dictature des Duvalier père et fils, prétendaient depuis quelques mois -depuis que la révolte de la population a chassé Duvalier- vouloir des élections en Haïti. L'idée des Américains, partagée par une partie de la classe privilégiée haïtienne, était de faire une parodie d'élections laissant en place tout l'appareil d'Etat, toute l'armée, toutes les forces de répression et évidemment toute la misère qui frappe la majorité de la population haïtienne; mais cette idée avait au moins l'avantage de présenter, aux yeux de l'opinion mondiale, Haïti comme une nation désormais démocratique, sous la tutelle bienveillante des USA. Mais voilà que même cette parodie d'élections n'a pas pu avoir lieu. Les démocrates petits bourgeois africains tels que l'ivoirien Laurent Gbagbo qui sèment des illusions sur la possibilité pacifique "d'une alternative démocratique" ne valent guère mieux que leurs confrères haïtiens.

Alors, il est clair que si les ouvriers, les chômeurs, les paysans de Haïti qui constituent l'écrasante majorité de la population veulent avoir simplement des droits démocratiques, il faut qu'ils soient prêts à prendre les armes pour cela et à s'organiser pour exercer le pouvoir. Personne ne leur fera le cadeau de la démocratie, même pas de la démocratie au sens bourgeois, c'est-à-dire inégalitaire et profondément injuste, parce que comme dans la plupart des pays pauvres, la pauvreté est trop grande, les inégalités sont trop criantes, la classe privilégiée et derrière elle l'impérialisme sont trop barbares pour que la démocratie bourgeoise telle qu'elle existe dans les pays d'Europe ou aux USA puisse être réalisable en Haïti.

Tous ceux qui ont regardé les images télévisées sur Haïti n'ont pas pu ne pas ressentir que Haïti, c'est comme l'Afrique; pas seulement parce que la population est noire, mais surtout parce que c'est la même misère, la même arrogance des riches, la même sauvagerie des forces armées.

Eh bien! oui, Haïti est une leçon pour nous tous qui militons pour changer l'avenir dans les pays pauvres d'Afrique. Pour conquérir les moindres libertés démocratiques, il faut que les ouvriers, les paysans et les pauvres apprennent à s'organiser, apprennent à s'armer. Il faut qu'ils apprennent à neutraliser l'armée tant qu'il est temps en essayant de dissocier les soldats du rang issus du peuple de leurs généraux et de leurs officiers supérieurs. Il faut qu'ils soient prêts à disloquer le pouvoir en place de haut en bas et le remplacer par leur propre pouvoir à eux, les pauvres, les exploités.

En somme, pour avoir les moindres libertés et droits démocratiques, il faut que les classes pauvres soient prêtes à faire la révolution, la leur.

LE CAPITALISME EST DECADENT; AUX TRAVAILLEURS DE PRENDRE LA RELEVÉ

Le 19 octobre, les valeurs boursières de la place de New-York, Wall Street, s'effondrèrent brusquement; le dollar, en chute vertigineuse, était au plus bas de sa valeur, battant ainsi son record historique de baisse. Aussitôt, comme une traînée de poudre, cette chute a entraîné l'effondrement des monnaies des principales autres places financières: Paris, Tokyo, Londres, Bonn, etc...

Ce "krach" boursier ne fait que refléter l'état de l'économie capitaliste qui est malade. Depuis plusieurs années, la production stagne, les périodes de croissance qui suivent les récessions s'essouffent vite; le nombre des usines qui ferment augmente; le nombre de chômeurs augmente régulièrement; les conditions de vie des travailleurs se dégradent de plus en plus. La crise boursière, qui a entraîné une crise financière mondiale, ne fait qu'aggraver cette situation-là.

Pour les pays pauvres, notamment ceux de l'Afrique, cette situation s'est traduite par un endettement colossal. Les chefs d'Etat de ces pays endettés se retournent vers leurs populations pour leur demander encore plus de sacrifices alors que ces dettes n'ont pas été contractées pour améliorer leur sort, mais pour des opérations de prestige telles que, par exemple, la construction d'une cathédrale en Côte d'Ivoire; c'est un fait aussi qu'une partie va directement dans la poche des dignitaires.

Longtemps, on pensait que la prochaine crise viendrait de l'endettement colossal des pays pauvres qui ont de plus en plus de difficultés pour honorer leurs dettes. Eh bien, non! La crise, c'est bien des pays développés qu'elle est venue, notamment des Etats-Unis, pays capitaliste le plus riche du monde.

Ce n'est nullement une crise de pauvreté. On peut dire que la crise boursière a éclaté parce qu'il y a trop de capitaux; le monde capitaliste se noie littéralement dans sa graisse. C'est que, en effet, depuis plusieurs années, les marchés de production ne s'élargissent pas assez vite au gré de grands capitalistes. De crainte de ne pas pouvoir accroître sans cesse leur profit en vendant de plus en plus de marchandises, les capitalistes ne prévoient plus depuis le début de la crise actuelle, il y a une dizaine d'années, à augmenter véritablement leurs productions.

Ce qu'on appelle les investissements productifs, c'est-à-dire les capitaux qui sont investis dans la production de nouvelles usines, dans la fabrication de nouvelles marchandises ne s'accroissent plus. Du coup, les capitalistes cherchent à placer leurs profits dans des domaines non productifs: ce fut dans le passé, les prêts -moyennant des intérêts élevés bien entendu- aux pays pauvres; dans la spéculation sur la monnaie, puis, depuis quatre ou cinq ans, dans l'achat d'actions en bourse.

Mais il y avait tellement de capitaux en trop, par rapport à la quantité d'actions proposées, que le prix des actions s'est envolé au-delà du raisonnable et que le "krach" est devenu inévitable. Tout le monde s'attendait à cette crise boursière; tout le monde savait que les prix des actions devaient un jour ou l'autre s'effondrer, mais cependant aucun capitaliste ne voulait sacrifier ce qui semblait une source d'enrichissement considérable. Ils ont continué à consacrer leur argent pour acheter jusqu'au dernier moment les actions qui rapportaient plus que la production elle-même; jusqu'à ce que l'effondrement survienne.

Eh bien oui, il y a quelque chose de révoltant dans le fait que l'économie s'écroule parce qu'il y a trop d'argent alors que ceux qui viennent d'Afrique, comme de tous les pays pauvres, savent à quel point l'argent manque pour les besoins les plus élémentaires; par exemple, pour la nourriture, les vêtements, pour les investissements publics dans les écoles, les dispensaires, les hôpitaux et même dans la purification pour rendre l'eau potable.

Oui, il y a quelque chose de révoltant dans le fait qu'on annonce froidement que la somme envolée en fumée représente quelques mille six cent milliards de dollars, soit dix fois le budget annuel de la France ou encore l'équivalent du budget annuel de plusieurs pays africains importants réunis, y compris l'Afrique du Sud. Combien d'hommes on aurait pu sauver de la mort par famine ou de la maladie avec cet argent?

Seulemnt toute la logique du système capitaliste, c'est que les capitaux vont là où ils peuvent rapporter du profit. Les capitaux ne s'investissent que dans les fabriques dont le produit peut être vendu avec profit et l'utilisation de ces capitaux n'est nullement subordonnée aux besoins des hommes mais à la soif du profit de ceux qui les possèdent.

Au stade actuel du développement des forces productives des pays développés -même au seul niveau des Etats-Unis d'Amérique- on peut faire vivre convenablement l'humanité toute entière; on peut faire disparaître certaines maladies, faire régresser d'autres. Mais c'est la loi du profit qui empêche cela. Parce que dans cette société pourrie, tout se vend, tout s'achète. Eh! oui, les possesseurs des capitaux préfèrent investir dans des secteurs comme l'armement, même s'ils sont nuisibles.

C'est un monde fou dans lequel les capitalistes désertent les secteurs productifs pour la spéculation, pour l'achat des tableaux, des bracelets, des boucles d'oreilles, des manuscrits -et tout cela à prix d'or. C'est un monde fou dans lequel la force des millions de travailleurs est gaspillée à fabriquer des marchandises qui ne trouvent pas preneurs; un monde dans lequel, en un jour, des sommes colossales sont englouties dans le gouffre de la bourse.

La crise boursière qui a éclaté à New York s'est répercutée en quelques heures, voire en quelques minutes d'un bout à l'autre de la planète, touchant tour à tour le Japon, l'Allemagne, la Chine, l'Angleterre, la France. Cette crise met en évidence le caractère international et interdépendant des économies des pays capitalistes. Elle aggrave bien évidemment l'économie bien plus fragile des pays sous-développés déjà endettés jusqu'au cou, comme le Brésil, le Nigéria, la Côte d'Ivoire.

Et accessoirement, cela met aussi en évidence la stupidité sans nom de tous ces nationalistes qui promettent des potions magiques pour développer qui l'économie de la Côte d'Ivoire, qui l'économie du Tchad ou du Cameroun pour qu'on les porte au pouvoir.

Mais on a vu dans cette crise comment les mêmes économies des plus grandes puissances sont dépendantes des autres, comment les effets d'une crise boursière dans un endroit du monde capitaliste se répercutent à la vitesse des ondes magnétiques d'un bout à l'autre de la planète. Et les fluctuations, même simplement boursières à Tokyo ou à Wall Street, ont infiniment plus d'effets sur les prix du café, du cacao, du coton, du fer et même du diamant que le travail de ceux qui les produisent et, à plus forte raison, que les bavardages des dirigeants politiques.

Alors, il n'y a pas de doute, on voit bien là que même les pays capitalistes riches crèvent du système capitaliste. Alors à infiniment plus forte raison, les pays pauvres crèvent à petit feu de ce système, y compris pendant les périodes que les dirigeants bourgeois osent présenter comme des périodes prospères.

On voit bien aujourd'hui que du fait du chômage engendré par la crise, même la classe ouvrière des pays riches risque de sombrer dans la misère, de connaître les taudis ou les bidonvilles, de manquer de soin et peut-être de manquer de quoi manger convenablement.

Alors devant le développement de la crise de l'économie capitaliste, la seule question qui se pose est la suivante: est-ce que le prolétariat est capable de détruire ce système ou pas? Et il est évident que cette question ne se pose pas à l'échelle de telle ou telle nation, car le capitalisme, tout comme ses conséquences économiques, est international.

Il est évident en particulier qu'il ne suffit pas d'exproprier les minables bourgeoisies, fussent-elles crapuleuses, de la Côte d'Ivoire, du Nigéria ou du Sénégal; cela ne servira à rien tant que l'économie de la Côte d'Ivoire ou du Sénégal se décide de toute façon -que les dirigeants de ces pays pris isolément le veuillent ou pas- à New York, Tokyo, etc.

Soit dit en passant, les nationalistes traduisent cette constatation d'évidence des révolutionnaires prolétariens en prétendant que ces derniers veulent que les masses exploitées des pays pauvres attendent que la révolution survienne dans les pays riches. Les imbéciles!

La révolution peut aussi bien, voire plutôt commencer dans les pays pauvres que dans les pays riches. Et la question n'est sûrement pas de faire attendre les masses pauvres révoltées lorsqu'elles auront la volonté de se mettre en mouvement. D'ailleurs aucune force au monde ne les arrêtera, même si on peut briser leur révolte et surtout la détourner.

Non! Le problème est de savoir quelle politique proposer à ces masses en révolte. Cantonner la révolution dans le cadre national en se contentant d'exproprier au mieux les petits capitalistes locaux, cela signifie se laisser tôt ou tard dominer par l'économie capitaliste mondiale.

Ou alors faire en sorte que les masses prolétariennes victorieuses dans un pays donné se servent de l'autorité que la révolution leur a donnée pour s'adresser au prolétariat des pays voisins et d'au-delà, de façon à tenter d'entraîner le prolétariat des autres pays et en particulier celui des pays riches dans la révolution générale contre le capitalisme à l'échelle internationale?

Et de ce point de vue-là, si la crise s'aggrave, cela a toutes les chances de donner à cette politique, de toute façon nécessaire, des chances de succès supérieures.

Car en effet, la crise fait que partout, la bourgeoisie ou les Etats s'en prennent à la classe ouvrière et aux classes pauvres; partout, y compris dans les pays riches, c'est la crise elle-même, c'est l'attitude de la bourgeoisie qui dissipera les illusions des classes ouvrières de ces pays riches qui ont cru, pendant les périodes de prospérité de l'économie de la bourgeoisie, échapper au sort des prolétaires de ce monde.

Alors, le problème pour ceux qui se revendiquent de la révolution en Afrique, c'est que se dessine le plus nettement possible le partage entre ceux qui se placent sur le terrain de la révolution prolétarienne internationale et ceux qui, même révolutionnaires, parlent de la "révolution populaire" limitée à tel ou tel pays isolé.

... / ...

Et le véritable problème aussi, pour ceux qui se revendiquent de la révolution prolétarienne, même s'ils sont peu nombreux - mais les révolutionnaires prolétariens russes étaient peu nombreux aussi quelques années seulement avant la révolution de 1917 - c'est de créer des organisations au sein du prolétariat africain, d'y trouver une audience.

Parce que, de toute façon, il y aura des révoltes dans les usines, parmi les pauvres d'Afrique; de toute façon, il y aura des émeutes dans les villes africaines qui gonflent à vue d'oeil.

Le problème, c'est que ces révoltes ne se dispersent pas mais s'inscrivent dans une perspective visant à la prise du pouvoir par le prolétariat partout où c'est possible; et que la prise du pouvoir dans un pays donné soit le levier pour faire avancer la révolution au-delà.

Le prolétariat africain aura bien de combats à mener; il aura à trouver dans la lutte bien des politiques - proposées en particulier par des nationalistes, voire des religieux, voire même des démagogues ethnistes - avant de parvenir à la conscience de son rôle. Le prolétariat russe aussi avait eu à faire bien d'expériences, à commettre bien d'erreurs, à subir bien de défaites, à entretenir bien d'illusions avant d'être capable de conquérir et d'exercer le pouvoir pour son propre compte.

Mais il est indispensable que parmi les politiques que l'on lui proposera, il y ait celle de la révolution prolétarienne internationale et donc qu'il existe des organisations, mêmes petites au début pour défendre cette politique.

Créer ces organisations, voilà la tâche de l'heure et l'aggravation de la crise ne laisse pas beaucoup de temps.



CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en caste, contre les dictatures qui oppriment nos peuples; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette même lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.